



Rapport du GT Relations extérieures

Rapport sur nos relations avec les associations étrangères de grands-parents et de parents pour le climat.

Peu de temps après la constitution de l'association des GPclimat suisses, soit dès novembre 2015 en prévision de la COP 21, notre association a eu des contacts avec ses consœurs à l'étranger.

Des actions communes ont été entreprises avec quelques unes d'entre-elles.

Ainsi, à l'invitation de l'association néerlandaise, nous avons écrit à la Commission européenne pour demander que l'UE s'engage, lors du Conseil européen des 10-11 décembre 2020, à réduire ses émissions de GES de 60 % à l'échéance 2030.

En janvier 2021, nous avons pris l'initiative d'adresser un message commun à une vingtaine d'associations de grands-parents et de parents, les invitant à coopérer.

En juin 2021, en prévision de la COP 26 de Glasgow, nous avons, conjointement avec les GPC de Belgique et de France, adressé une lettre à nos gouvernements respectifs afin qu'ils intègrent dans les négociations plusieurs considérations, notamment de tenir compte dans les chiffres des émissions de GES, celles liées aux importations.

En octobre 2021 nous avons co-organisé avec les GPC de Belgique un « Midi du climat », c'est-à-dire une conférence ZOOM donnée par Julia Steinberger, professeur à l'UNIL et corédactrice de rapports du GIEC, sur le thème « Crise climatique – Comment bien vivre avec moins d'énergie ».

En février de l'année dernière, nous avons été contactés à nouveau par les GPclimat des Pays-Bas qui nous ont proposé de joindre nos forces avec les autres associations européennes afin de faire avancer la politique climatique de l'UE et des Etats européens. Cette initiative néerlandaise a été suivie de rencontres régulières à raison d'une visioconférence toutes les 6 semaines. La sixième s'est tenue mercredi dernier, le 16 mars.

En mars 2022, à l'initiative des sections alémaniques, nous avons fait en commun avec plusieurs associations sœurs une déclaration de soutien à Fridays for future de Russie (FFF) qui se sont opposés publiquement à la guerre, marquant leur solidarité avec le peuple ukrainien agressé.

En mai 2022 nous avons cosigné une lettre appelant à un Traité de non-prolifération des combustibles fossiles, nous joignant ainsi à l'initiative mondiale d'appel à un traité sur les combustibles.

Dans le cadre du réseau des grands-parents pour le climat d'Europe, différentes initiatives ont eu lieu. Plusieurs groupes de travail ont été créés, notamment un sur l'urgence climatique. Celui-ci a permis la rédaction l'automne dernier d'un document succinct sur l'urgence climatique : « Appel à l'action et engagement personnel. » Ce texte a été endossé par le comité national suisse.

Un autre groupe de travail « Groupe de travail sur la communication d'un message honnête » a proposé, pour la présentation de chaque association nationale, la création d'un clip vidéo. Nous travaillons de dessus en ce moment.

Le principe de la rédaction d'une newsletter européenne, à raison d'une tous les quatre mois a rapidement été adopté. Les deux premières ont déjà été publiées et sont accessibles sur notre site.

Un site internet du réseau européen des Grands parents pour le climat vient d'être créé par nos amis norvégiens. Il est encore en phase de rodage.

Enfin une rencontre de représentants des différentes associations européennes de grands-parents pour le climat à Bruxelles durant la COP 28 est en cours de préparation. Leur participation à une marche pour le climat le 3 décembre 2023 est envisagée, ainsi que, éventuellement, une rencontre avec des membres du parlement européen et de la commission.

D'autres actions ont eu lieu.

C'est ainsi que, suite à la nomination du Sultan Al Jaber à la présidence de la COP 28, qui aura lieu en novembre 2023 aux Emirats Arabes Unis, nous, avec de nombreuses autres associations, cosigné une lettre, adressée principalement au Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres. Al Jaber est directeur général de l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC). Nous avons considéré, avec les auteurs de la lettre qu'aucune COP supervisée par un dirigeant d'une entreprise de combustibles fossiles ne peut être considérée comme légitime.

Une résolution déposée par la République de Vanuatu sera votée fin mars à l'Assemblée générale de l'ONU. Elle demande un avis consultatif à la Cour internationale de justice sur la responsabilité des Etats en matière de changements climatiques. Après nos contacts avec Mme Berner de l'Alliance climatique, celle-ci a écrit à MM Cassis et Rösti, appelant la Suisse à voter en faveur de la résolution. Le Conseil fédéral a répondu positivement.

Pour le GTRelations extérieures : Michel Stevens